



POLICE MUNICIPALE

REPUBLIQUE FRANCAISE

ARRETE
PORTANT**AUTORISATION D'OCCUPATION TEMPORAIRE
DU DOMAINE PUBLIC COMMUNAL
DU N°46 AU N°48 RUE PAUL DOUMER
(AU DROIT DU N°46)**PL/BM
APM 23/0151

Le Maire de la Ville de ROYAN,

Vu l'article L.2213-6 du Code Général des Collectivités Territoriales,
Vu l'arrêté ASG n°20.1304a en date du 6 juillet 2020, portant délégation de signature à Monsieur Philippe CUSSAC, cinquième adjoint,
Vu l'article L.113-2 du Code de la Voirie Routière,
Vu la décision de Monsieur le Maire DC N°22.906 en date du 23 décembre 2022,
Vu la demande présentée par la SARL Pascal COURAND (SIRET N°409 083 656 00010), sise 2 rue Henri Firman, ZA Queue de l'Ane à 17200 SAINT SULPICE DE ROYAN, en date du 18 janvier 2023,
A l'effet d'obtenir l'autorisation d'occupation temporaire du domaine public communal,

ARRETE

ARTICLE 1 : Le demandeur est autorisé à occuper temporairement le domaine public à charge pour lui de se conformer aux conditions suivantes. Elles ne dispensent pas de faire application des Règlements Municipaux et de Police en vigueur.

- Situation : du n°46 au n°48 rue Paul Doumer (au droit des travaux situés au n°46)
- Surface : 20 M² (mise en place d'un échafaudage et stationnement d'un engin de levage pour réfection corniche pierre et réfection solin zinc autour de la cheminée) (suivant photo jointe)
- Durée : du 23 janvier 2023 au 31 janvier 2023

ARTICLE 2 : Les dépôts de matériaux et les échafaudages nécessités pour l'exécution des travaux devront être disposés de manière à laisser la libre circulation (piétons et véhicules). Ils seront éclairés la nuit jusqu'à enlèvement complet. Le demandeur peut être tenu de les entourer d'une clôture ou d'un masque.

ARTICLE 3 : Aussitôt après l'achèvement des travaux, le demandeur sera tenu d'enlever les décombres, terres, dépôts de matériaux, gravats et immondices et de réparer immédiatement tous les dommages et dégradations qu'il aura pu causer à la voie publique. Faute par lui de se satisfaire à cette prescription, ainsi qu'à toutes les autres conditions imposées par le présent arrêté, procès-verbal sera dressé et déféré au tribunal compétent.

ARTICLE 4 : La durée de cette occupation du domaine public donne lieu à la perception d'une redevance calculée sur la base du barème joint en annexe.

ARTICLE 5 : Le présent arrêté est délivré sans préjudice du droit des tiers et des Règlements Municipaux.

ARTICLE 6 : Ampliation du présent arrêté est adressée au demandeur conformément au Code Général des Collectivités Territoriales ainsi qu'au Trésorier Principal de la Ville.

Certifié exécutoire
Compte tenu de l'accomplissement
des formalités légales
le 23 janvier 2023



Fait à ROYAN, le 18 janvier 2023

Pour le Maire,
et par délégation
Le Cinquième Adjoint,

Philippe CUSSAC

MISE EN LIGNE LE 23-01-2023

VILLE DE ROYAN



SERVICE COMPTABILITÉ

ALMÉT : RG/CP
DC N° 22.806



DECISION

Concernant les tarifs d'Occupation du Domaine Public
(Clôture de chantier, Echafaudage, Dépôts de matériaux)

Le Maire de la Ville de ROYAN,

Vu la délibération du Conseil Municipal du 18 juillet 2020, intervenue pour l'application des articles L.2122.22 et L.2122.23 du Code Général des Collectivités Territoriales relatifs aux modalités de délégation de pouvoirs au Conseil Municipal au profit du Maire, rendu exécutoire le 21 juillet 2020 compte tenu de l'accomplissement des formalités légales,

Vu l'arrêté ASG N°20.1480 en date du 21 juillet 2020, portant délégation de fonctions et de signature à Monsieur Didier SIMONNET, Premier Adjoint au Maire, rendu exécutoire le 21 juillet 2020, compte tenu de l'accomplissement des formalités légales,

Vu la décision en date du 22 décembre 2021 (DC N°21/881) fixant les tarifs d'Occupation du Domaine Public (Clôture de chantier, Echafaudage, Dépôts de matériaux) rendue exécutoire le 24 décembre 2021.

DECIDE

- de fixer à compter du 02 janvier 2023, les tarifs d'Occupation du Domaine Public (Clôture de chantier, Echafaudage, Dépôts de matériaux), comme suit :

o Forfait pour dépôt d'une benne sur domaine public pour une durée inférieure ou égale à 3 jours	48,50 €
o Forfait pour occupation inférieure ou égale à 15 jours	96,20 €
o Au-delà de ces 15 jours par m² et par mois d'occupation	10,30 €
- le 1 ^{er} mois	11,80 €
- le 2 ^{ème} mois	16,30 €
- le 3 ^{ème} mois	18,90 €
- le 4 ^{ème} mois	24,90 €
- à partir du 5 ^{ème} mois et les mois suivants	
(au-delà de 15 jours, il sera fait application du barème par mois. Le calcul se fera au prorata tenant compte du nombre de jours réellement occupé)	17,30 €
o Forfait pour occupation enlèvement lors des événements publics (par jour)	
o Forfait pour stationnement des véhicules lors des travaux	12,60 €
- Inférieur ou égal à 7 jours	28,10 €
- Supérieur à 7 jours et inférieur ou égal à 21 jours	1,00 €
- Au-delà de 21 jours	Par jour

- d'encaisser la recette correspondante au compte 70321 - Fonction 01 du Budget Communal.

Fait à ROYAN, le 23 décembre 2022

Certifié exécutoire
Compte tenu de l'accomplissement
des formalités légales
le 28 décembre 2022

Pour le Maire,
et par délégation,
Le Premier Adjoint



Didier SIMONNET

MISE EN LIGNE LE 23-01-2023

APT n°23/0151



MISE EN LIGNE LE 23-01-2023